

Marché public n°S352025

MAITRISE D'OUVRAGE
Ecole nationale vétérinaire d'Alfort

7 avenue du Général de Gaulle

94704 Maisons-Alfort Cedex

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Marché passé sans publicité en procédure adaptée conformément à
l'article L2123-1 du Code de la commande publique**

**Marché de diagnostic amiante et plomb avant travaux
et en cours de travaux**

**Réhabilitation du bâtiment BOURGELAT de l'école
nationale vétérinaire d'Alfort**

Date et heure limites de réception des offres :

Le 27 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1.	MAITRISE D'OUVRAGE.....	3
2.	OBJET DU MARCHÉ	3
3.	MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	3
3.1	Mode de passation / procédure.....	3
3.2	Durée du marché.....	3
3.3	Décomposition des prestations	4
3.4	Validité des offres	4
3.5	Condition de participation des candidats.....	4
3.6	Visite des lieux d'exécution du marché.....	4
4.	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
5.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
5.1	Composition du dossier de consultation	4
5.2	Modification de détail du dossier de consultation.....	5
6.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
6.1	Dossier de candidature.....	5
6.2	Contenu du dossier offre	6
6.3	Attribution du marché.....	7
7.	ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
7.1	Critères de sélection des candidatures.....	7
7.2	Critères de sélection des offres.....	7
7.3	Négociation.....	8
8.	CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
8.1	Date de remise des offres	8
8.2	Remise des candidatures et des offres.....	9
9.	CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES....	10
10.	PROCEDURE DE RECOURS	10

1. MAITRISE D'OUVRAGE

Le "maître d'ouvrage", responsable principal de l'ouvrage, est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA), établissement public d'enseignement et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	Site de Goustranville Goustranville 14430 Dozulé
----------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------

Les prestations objet du présent marché se feront uniquement sur le **site d'Alfort**.

2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'exécution des diagnostics de repérage amiante et plomb, à réaliser avant et pendant les travaux de réhabilitation du bâtiment BOURGELAT de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort.

Les attendus pour chaque diagnostics ainsi que les éléments du contexte de ces repérages sont expliqués au Cahier des Clauses Particulières (CCP).

3. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

3.1 Mode de passation / procédure

Le présent marché est un marché de services.

Marché passé sans publicité en procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique. Conformément aux règles internes fixées par l'acheteur, une consultation simplifiée est menée aux fins d'obtention d'au moins trois devis. Cela permettra de choisir l'offre la plus adaptée au besoin défini aux présentes.

Le marché est mono-attributaire.

La technique achat employée est l'accord cadre à prix mixtes : prix forfaitaires sur la base de la DPGF et prix unitaire sur la base du BPU.

3.2 Durée du marché

Le marché public a une durée d'exécution de 6 mois à compter de sa notification. Il ne peut faire l'objet d'aucune reconduction.

Les délais spécifiques afférents à chaque phase de la mission sont précisés dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

La société s'engage à rester disponible, à la demande de la Maîtrise d'Ouvrage, tout au long de la phase de travaux (planning joint en annexe), afin d'assurer un accompagnement réactif et conforme

aux exigences du chantier, dans le respect du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) remis lors de l'offre.

3.3 Décomposition des prestations

Lot unique, il n'est pas prévu de décomposition.

3.4 Validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.5 Condition de participation des candidats

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

3.6 Visite des lieux d'exécution du marché

Une visite des lieux d'exécution du marché est prévue :

Le 17 juin 2025 à 11h00 ou 14H00.

Elle sera menée par le responsable de l'immobilier Monsieur Thierry Law-Hine.

Pour obtenir les renseignements afin d'effectuer cette visite et confirmer les présences, les candidats devront s'adresser à :

thierry.law-hine@vet-alfort.fr

4. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- ➔ 71620000-0 Services d'analyses
- ➔ 71621000-7 Services d'analyse technique ou services de conseil

5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) propres à chacune des prestations ;
- Le présent Règlement de la consultation (RC) ;
- Rapport de diagnostic visuel amiante précédent.
- Planning d'opération
- Programme fonctionnel et technique
- Plans dwg de l'existant

Attention la DPGF et le BPU pour chaque lot sont intégrés au sein d'un même fichier Excel.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

5.2 Modification de détail du dossier de consultation

La Maitrise d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent dossier de consultation, au plus tard trois (3) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Dossier de candidature

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Pour le DC1 ; en cas de groupement, un seul exemplaire est exigé avec la signature originale de chaque cocontractant. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr . Ils contiendront les éléments indiqués ci-après :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article du R.2143-3 du Code de la commande publique :

- La lettre de candidature à l'attribution du marché objet de la présente consultation signée par le candidat unique ; en cas de groupement, une lettre de candidature motivée signée par l'intégralité des membres présentant chacun des membres du groupement et désignant le mandataire ;
- Pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat unique ou chaque membre du groupement candidat ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
- Extrait Kbis de moins de trois mois.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-6 à R.2142-12 du Code de la commande publique :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-13 et R.2142-14 du Code de la commande publique :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit et signé de l'opérateur économique (article R.2143-12 du CCP).

Le titulaire doit présenter à l'appui de son dossier administratif de son offre :

- La certification des opérateurs de repérages pour la réalisation de « repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis », de chaque opérateur qui interviendra pour cette mission ;
- Ses attestations d'assurances valides, couvrant l'ensemble des risques liés aux prestations demandées pendant toute la durée de la mission, et garantissant le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre tout recours ;
- Les attestations de formation : en tant que travailleurs réalisant des interventions sur des matériaux ou des appareils susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, les opérateurs de repérage doivent être formés à la prévention des risques liés à l'amiante conformément au Code du Travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ou articles 1792 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché public européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne.

Autres documents :

Un R.I.B

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de mettre à disposition du pouvoir adjudicateur électroniquement ou par le biais d'un espace de stockage numérique, les documents relatifs à leur candidature.

Les candidats devront informer le pouvoir adjudicateur des modalités précises de consultation des documents concernés et permettre un accès gratuit à ces derniers.

6.2 Contenu du dossier offre

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le mémoire technique du candidat contenant un planning d'intervention pour le diagnostic avant travaux ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire propre à chacune des diagnostics ;
- Le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) propre à chacune des diagnostics.

Les documents devront être remis en version PDF et native (.xls notamment).

Concernant le mémoire technique il est attendu : un mémoire justifiant la stratégie d'échantillonnage retenue, détaillant les investigations prévues et le nombres de points de mesures prévus, la méthodologie et l'organisation proposée pour réaliser l'ensemble de la mission. Dans ce mémoire, une note de compréhension de la mission devra être rédigé.

Les CV et les compétences des intervenants devront être jointes.

Seules les informations relatives aux critères d'analyse de la valeur technique seront jugées.

6.3 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Sélection des candidats conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Analyse des offres conformément aux articles L.2152-1 à L.2152-8 et R.2152-1 à R.2152-8 du Code de la commande publique.

7.1 Critères de sélection des candidatures

Seront éliminés au stade de la candidature :

- Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique.
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces administratives de candidatures demandées dans le présent règlement.
- Les candidatures qui ne justifient pas de capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'objet du marché.

7.2 Critères de sélection des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée en fonction des critères suivants :

La valeur technique de l'offre : 60% soit 60 points / 100

- Les moyens humains, les compétences et les CVs des intervenants proposés : 20 points sur 60

- Le délai de réalisation des prestations et de remise des documents ainsi que la cohérence des temps prévisionnels d'intervention : 20 points sur 60
- Le mode opératoire, les moyens techniques mises en œuvre et la pertinence de la note méthodologique : 20 points sur 60

La valeur économique de l'offre : 40% soit 40 points / 100

- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire : 40% soit 40 points sur 100

La formule de calcul retenue est la suivante :

pondération x (prix du candidat le moins disant / prix du candidat)

Le marché sera attribué à l'offre ayant obtenu la meilleure note totale / 100.

La Maitrise d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

La Maitrise d'Ouvrage se réserve le droit de rejeter une offre qui lui paraîtrait anormalement basse, dans le respect de la procédure prévue à l'article R.2152-3 du Code de la Commande Publique.

7.3 Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une négociation avec les candidats une fois les offres réceptionnées.

La négociation sera engagée librement et conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel (ou télécopie).

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

8. CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 Date de remise des offres

LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES PAR LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE EST FIXEE AU :

27 juin 2025 à 12h00

Les dossiers arrivés après la date et l'heure limites mentionnées ci-dessus ne seront pas ouverts.

8.2 Remise des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse électronique suivante : immobilier@vet-alfort.fr.

Le candidat devra également mettre en copie l'adresse suivante : jerome.sperling@mottmac.com

Les plis reçus sous format papier ne seront pas analysés. Le pouvoir adjudicateur ne procédera à aucune régularisation du pli papier et le retournera à son expéditeur.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+1) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft (doc, xls et ppt) ;
- Format texte universel (rtf) ;
- Format PDF (pdf) ;
- Formats images (gif, jpg et png) ;
- Format pour les plans (dxf et dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire n'ont pas besoin d'être signés électroniquement. A l'issue de la procédure, les documents le devront selon les modalités détaillées ci-dessous :

Par application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans les marchés publics en vigueur à partir du 1er octobre 2018, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du signataire ;
- À l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires.

Rappels généraux : Dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du contrat papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres,
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip,
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise, à l'adresse indiquée dans le présent règlement de consultation, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur

9. CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les demandes de renseignements complémentaires se feront exclusivement par écrit et seront adressées à :

Thierry Law-Hine
Responsable de l'immobilier
Thierry.law-hine@vet-alfort.fr

Toutes les réponses aux questions seront communiquées à l'ensemble des soumissionnaires. Aucune question ne pourra parvenir moins de Cinq jours calendaires avant la remise des offres.

10. PROCEDURE DE RECOURS

OPPOSABILITE DU REGLEMENT

Le présent règlement est opposable en totalité aux candidats qui y adhèrent pleinement dès lors qu'ils ont remis une candidature ou une offre.

PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun
43 Rue du Général de Gaulle, case postale 8630, 77000 Melun
Téléphone : 01 60 56 56 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Télécopie : 01 60 56 56 10
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Melun.